

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 30 (2023)
Heft: 1: Der bittere Geschmack des Archivs = Le goût amer de l'archive

Artikel: Archives "sensibles" : trois retours d'expérience
Autor: Blättler, Alena / Hammel, Tanja / Vernay, Olivia
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1041756>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Archives «sensibles»

Trois retours d'expérience

**Discussion avec Alena Blättler, Tanja Hammel et Olivia Vernay,
animée par Alexandre Elsig**

Alena Blättler, Tanja Hammel, Olivia Vernay sont trois chercheuses qui ont été confrontées à des difficultés d'accès à des fonds d'archives dans le cadre de leurs recherches respectives en histoire de la justice et en histoire de la santé. Alena Blättler et Olivia Vernay s'intéressent toutes deux aux pratiques coercitives concernant des personnes mineures, alors que Tanja Hammel analyse l'histoire d'un médicament antipaludique de Roche.

Alena Blättler travaille sur les fonds du Ministère public des mineur·e·s de Bâle-Ville des années 1940 aux années 1960, en mobilisant notamment les enquêtes pénales du procureur, les dossiers personnels établis par son assistante, ainsi que les décisions de l'organe de la Chambre pénale. Olivia Vernay aborde de son côté les mesures de privation de liberté pour les personnes mineures à Genève à partir des années 1960 en les analysant au prisme du genre. Elle travaille sur les internements non volontaires de personnes mineures à la clinique psychiatrique pour adultes de Bel-Air, renommée Belle-Idée en 1993. Quant à Tanja Hammel, ses recherches portent sur le développement de la méfloquine, substance active antipaludique, à partir du médicament Lariam de l'entreprise F. Hoffmann-La Roche. Découverte en 1969 au Walter Reed Army Institute of Research à Washington, ce médicament a été produit par Roche Nutley à partir du milieu des années 1980 et des études cliniques ont été menées par le Tropical Diseases Research and Training Programme de l'OMS dans des régions endémiques comme le Ndola (Zambie).

Pour ce numéro consacré aux archives, elles ont accepté d'évoquer en quoi les documents qu'elles mobilisent peuvent être considérés comme des ressources «sensibles» et quels sont les conseils qu'elles pourraient donner pour aborder au mieux les questions de l'accès à ces ressources.

Alexandre Elsig: Dans quelle mesure vos thématiques de recherche peuvent être qualifiées de «sensibles»? Quels types d'archives mobilisez-vous pour le traitement de vos questions de recherche?

Inwieweit befassen Sie sich mit «sensiblen» Themen in Ihrer Forschung? Welche Arten von Archiven verwenden Sie, um Ihre Forschungsfragen zu beantworten?

Tanja Hammel (Universität Basel): Ich interessiere mich für die ethischen Aspekte der klinischen Studien von Mefloquin – zum Beispiel Tests an Gefangenen in den USA, keine Phase-III-Studie vor der Marktzulassung – sowie den Zugang zum Medikament nach dessen Marktzulassung. Kontroverse Debatten um die neuropsychiatrischen Nebenwirkungen des Medikaments gehören ebenfalls zu den «sensiblen Themen».

Ich erforsche Textquellen wie Briefe und wissenschaftliche Artikel sowie selten dokumentarische Fotografien aus dem WHO-Archiv in Genf, der Roche Historical Collection and Archive in Basel, dem Tropical Diseases Research Centre in Ndola, Sambia, der United States National Library of Medicine sowie verschiedenen wissenschaftlichen Instituten in Nigeria und wissenschaftliche Artikel aus PubMed. Ich mache auch Oral-History-Interviews im Raum Basel mit ehemaligen Roche-Mitarbeitenden, in der Schweiz mit Mefloquin-/Malaria-/Tropenmedizinexpert*innen, in Sambia und Nigeria mit bei den klinischen Studien Mitarbeitenden sowie Proband*innen, in den USA und England mit Aktivist*innen und Menschen, die Nebenwirkungen erlebt haben.

Olivia Vernay (Université de Genève): Dans le cadre de ma recherche, je qualifie de «sensibles» les pratiques ou les prises de position du Canton de Genève potentiellement susceptibles de porter atteinte à la réputation de la Suisse et à son renom en ce qui concerne le respect des droits humains. À cet égard, les internements non volontaires de mineur·e·s en psychiatrie représentent un sujet de recherche «sensible», particulièrement lorsqu'ils se déroulent dans des établissements dévolus aux adultes pour une période postérieure à 1981. En effet, ils questionnent d'une part le cadre juridique helvétique et son application dans le contexte genevois, puisqu'en dépit de l'introduction de la privation de liberté à des fins d'assistance dans le Code civil suisse en 1981, ces internements persistent au-delà, jusqu'en 2013 à Genève.

D'autre part, la compatibilité des internements non volontaires de mineur·e·s dans des établissements psychiatriques dévolus aux adultes avec le régime contemporain des droits humains constitue également un questionnement sensible. Selon la Convention internationale des droits de l'enfant de 1989, ratifiée par la Suisse en 1997, la privation de liberté ne doit être prononcée qu'en dernier ressort et être d'une durée aussi brève que possible. Actuellement, des jeunes sont toujours interné·e·s dans des pavillons dévolus aux adultes.

Ma recherche a permis de faire émerger un autre sujet que l'on pourrait qualifier de sensible. Dans le cadre de ma thèse, j'adopte en effet une double posture: je suis à la fois une chercheuse qui travaille sur les dispositifs de protection de l'enfance et les privations de liberté de mineur·e·s *et* une personne concernée par des placements en institutions d'éducation et des internements dans une clinique

psychiatrique pour adultes avant ma majorité. Ce double statut, loin d'être un atout, semble au contraire susciter de nombreuses réticences notamment en ce qui concerne le droit d'accès aux données, qui m'a été refusé en tant que chercheuse mais aussi en tant qu'ancienne mineure placée et internée.

Je mobilise des archives administratives des services et des juridictions de la Protection de l'enfance de Genève de 1960 à nos jours, ainsi que des dossiers personnels de mineur·e·s suivi·e·s par ces mêmes organes. L'accès à ces fonds a été obtenu par l'équipe du projet de recherche, affilié au PNR 76, dans lequel s'insère ma thèse. Pour les consulter, tous les membres de notre équipe de recherche ont signé une clause de confidentialité auprès des divers services et juridictions de la Protection de l'enfance, nous engageant à ne pas divulguer des informations confidentielles, à ne pas prélever des données personnelles permettant l'identification des personnes concernées (mineur·e·s et professionnel·le·s) et à préserver leur anonymat.

Alena Blättler (Universität Basel): Ich analysiere die praktische Umsetzung des Jugendstrafgesetzes anhand von Jugendstrafurteilen und Jugendpersonalakten aus dem Staatsarchiv Basel-Stadt. Die 190 untersuchten Jugendstrafverfahren zwischen 1945 und 1965 zeigen, aufgrund welcher Kriterien die Jugendstrammer die jugendlichen Straftäter in Erziehungsanstalten oder Familien versorgte. Die erfassten Daten enthalten unter anderem anonymisierte biografische Angaben, Delikt(e), Schuldspruch, Versorgungsdauer, Erziehungsheim(e), Fahndungs- und Tatortfoto(s), psychiatrische(s) Gutachten, amtliche und persönliche Briefe, Zeugenaussagen und handgeschriebene Lebensläufe.

Von besonderem Interesse sind dabei die persönlichen Beurteilungen, die im Rahmen des Jugendstrafverfahrens verfasst und als Bestandteil des Entscheids festgehalten wurden. Für die Beurteilung der Persönlichkeit des Angeklagten wurden nicht nur der Charakter evaluiert, sondern auch das familiäre Milieu sowie die Verwandtschaftsgeschichte bis zurück zu den Urgrosseltern durchleuchtet.

Im Staatsarchiv Basel-Stadt gelten für Jugendpersonalakten und Jugendstrafverfahren aus den 1940er- bis 1960er-Jahren Schutzfristen. Der Persönlichkeitschutz ist ein hohes Gut, dem das Staatsarchiv Basel-Stadt grosse Beachtung schenkt. Grundsätzlich gelten Gerichtsakten oder Unterlagen mit medizinischen Angaben sowie Personalakten als «sensibel» und sind längere Zeit nicht frei zugänglich. Für solche Dokumente gelten konkret Fristen von «zehn Jahren nach dem Tod oder – wenn das Todesdatum nicht bekannt ist – 100 Jahre nach der Geburt der jeweiligen Person. Sind beide Daten unbekannt, gilt eine Frist von 80 Jahren nach Abschluss der Unterlagen.»¹

Alexandre: À quel(s) obstacle(s) avez-vous été confrontée dans l'accès et la consultation des fonds que vous aviez repérés?

Auf welche(s) Hindernis(se) stiessen Sie beim Zugang zu den von Ihnen ermittelten Beständen und bei deren Einsichtnahme?

Tanja: Das grösste Problem war die sehr lange Wartezeit. Zum einen waren die Archive wegen der Pandemie geschlossen (das WHO-Archiv bereits sehr lange und bis auf Weiteres), zum anderen war das Roche-Archiv aufgrund der neu geschriebenen Firmengeschichte sehr lange Zeit nicht zugänglich.² Bis ich zum ersten Mal ins Roche-Archiv in Basel konnte, musste ich sechs Monate warten. Danach hatte ich das Gefühl, mir sei nicht sehr viel gezeigt worden. Dank einem eingeschriebenen Brief an den CEO von Roche mithilfe von Projektpartnern des Swiss Tropical and Public Health Institute und ehemaligen Roche-Mitarbeitenden bekam ich dann Zugang zu mehr Quellen, musste aber wiederum mehrere Monate warten und die gezeigten Quellen waren weniger aufschlussreich, als die Korrespondenz mit dem Leiter des Archivs im Vorfeld erhoffen liess. Diese langen Wartezeiten verzögern den Erkenntnisprozess sehr. Archive wie diese sind vor allem dafür da, Dokumente zu archivieren und sie der eigenen Organisation, der Firma, zugänglich zu machen. Besucher*innen von aussen sind Mehraufwand und nicht sehr willkommen, so meine Erfahrung.

Im Bereich der globalen Gesundheit wird wohl zu wenig systematisch archiviert. Das Tropical Diseases Research Programme hat seine Nachlässe nicht systematisch archiviert, einiges ist in den Tropical Diseases Research Centers vor Ort zu finden, anderes im WHO-Archiv und vieles ist wohl bei Einzelpersonen oder gar verloren gegangen. Die Bill and Melinda Gates Foundation, einer der momentan wichtigsten Player in der globalen Gesundheit, beispielsweise scheint bisher gar kein Archiv zu haben und wohl bis zu einem Jubiläum zu warten, bis mit der systematischen Sammlung begonnen wird.

Alena: Meine erste grosse Hürde in Bezug auf mein Quellenkorpus bestand darin, das Staatsarchiv Basel-Stadt von der Relevanz meines Projekts zu überzeugen. Diejenigen Unterlagen, für die eine Schutzfrist gilt, sind für Archivbenutzer*innen zwar im Archivkatalog sichtbar, jedoch nicht einfach zugänglich. Als ich zu Beginn meiner Forschungsarbeit den vielversprechenden Eintrag «Jugendpersonalakten» im Archivkatalog des Staatsarchivs fand, stimmte mich dies euphorisch. Der Zugang zu diesen Akten entwickelte sich jedoch zu einer grossen persönlichen Herausforderung im Hinblick auf meine Forschungsarbeit.

Meine anfängliche Situation als Dissertandin gestaltete sich weder auf der wissenschaftlichen noch auf der privaten Ebene als einfach. Ich war zu diesem Zeitpunkt eine junge Mutter von vier kleinen Kindern und der Doktorvater meines

ursprünglichen Promotionsprojekts war überraschend verstorben. Danach war ich im Rahmen eines freien Doktorats erneut auf der Suche nach einem Quellenkorpus für ein Dissertationsprojekt.

Das administrative Verfahren für die Sichtung von Quellen mit Schutzfristen im Staatsarchiv Basel-Stadt hält fest, dass in einem ersten Schritt ein Gespräch stattfindet. In dieser Besprechung, in der dargelegt werden muss, weshalb die angeforderten Akten für eine wissenschaftliche Arbeit zugänglich gemacht werden sollen, konnte ich mit meinem Forschungsvorhaben nicht überzeugen. Es wurde mir erklärt, dass die gewünschten Akten unter Schutzfrist stünden, dass sie im System noch nicht erschlossen seien und dass sie in einem externen Archiv gelagert würden.

Auf diese erste Enttäuschung folgten einige Monate Recherche, bis ich auf die historische Studie eines Jugendanwalts aus dem Jahr 1951 stiess, die auf genau den Akten basierte, die ich im Staatsarchiv hatte einsehen wollen. Dank der Studie waren mir neuerdings nicht nur Details zu den gewünschten Quellen bekannt, sondern ich kannte auch deren wissenschaftlichen Wert.

Beim zweiten Antrag für die Akteneinsicht holte ich mir zuerst spezifische Ratsschläge bei meinem Doktorvater. Schlussendlich wurde mir am Ende des zweiten Gesprächs der Zugang zu den für mich sehr wertvollen Akten zugesichert. Da die Aktenserie noch nicht erschlossen war, fuhr ich zunächst in ein externes Archiv, um aus einer Vielzahl von Schachteln und unter der Aufsicht eines Archivmitarbeiters die für mich relevanten Akten zusammenzustellen. Danach konnte ich mein Quellenmaterial jeweils mit strengen Auflagen und unter stetiger Beaufsichtigung im Lesesaal des Archivs analysieren, ohne Kopien oder Fotos machen zu dürfen.

Olivia: J'ai fait face à un refus d'accès aux fonds les plus pertinents pour répondre à mes questions de recherche, notamment les registres d'entrées de la clinique psychiatrique de Belle-Idée, les recours déposés contre les internements non volontaires ainsi que les dossiers médicaux des personnes internées. La consultation de ces documents est soumise à des critères très restrictifs, car ils sont couverts par le secret médical, lequel n'est pas limité dans le temps et perdure après la mort du ou de la patiente. En outre, l'accès aux archives médicales diffère selon les cantons, puisqu'il dépend de l'approbation de législations et de commissions cantonales qui n'ont pas les mêmes politiques d'accès aux données (Loi fédérale relative à la recherche sur l'être humain, art. 45 et art. 47).³ Selon la législation genevoise, le secret médical constitue une exception au principe de la libre consultation des archives publiques et il ne peut donc être levé que par les autorités cantonales compétentes, soit la Commission cantonale d'éthique de la recherche pour les demandes effectuées dans le cadre de projets de recherche.

Cependant, cette commission ne statue que sur les recherches purement médicales, contrairement à la commission similaire active conjointement pour les cantons de Vaud et du Valais, qui, elle, entre en matière pour les recherches en sciences sociales. Ma demande d'accès aux archives médicales a dès lors été traitée par le Conseil d'État de Genève et rejetée au motif que je ne suis pas une professionnelle de la santé et que ma recherche ne fait pas partie du champ de compétence de la Commission d'éthique.

Alexandre: Lorsque des archives recherchées se révèlent inaccessibles, quelles voies alternatives peuvent-elles être empruntées?

Wenn ein Archiv nicht zugänglich ist, welche Alternativen gibt es dann?

Olivia: Outre la consultation des archives et des dossiers personnels, comme ma collègue Tanja Hammel, des entretiens sont menés avec des personnes internées en psychiatrie avant leur majorité et avec des professionnel·le·s concerné·e·s par les privations de liberté de mineur·e·s (décision ou prise en charge). Ces entretiens ne constituent pas une alternative à l'inaccessibilité des archives médicales puisqu'ils ont été inclus dans mon dispositif de recherche avant les refus d'accès. Ils visent d'une part à explorer l'expérience vécue par les personnes internées ainsi que les savoirs qu'ils et elles peuvent apporter à ce propos et d'autre part à dégager les pratiques et les savoirs professionnels selon l'environnement institutionnel (judiciaire civil et pénal, médical). Ils peuvent toutefois aussi être mobilisés pour les autres niveaux d'analyse de ma recherche et ainsi compenser en partie les refus d'accès qui m'ont été imposés. L'alternative déployée pour pallier l'inaccessibilité des archives médicales a été d'élargir le dépouillement des dossiers de mineur·e·s issus des services et des juridictions de la protection de l'enfance afin de repérer ceux qui mentionnent un suivi psychiatrique et un internement non volontaire. Bien que cette alternative ne permette pas une analyse exhaustive des internements non volontaires de mineur·e·s en psychiatrie, elle offre néanmoins la possibilité d'analyser les parcours institutionnels de certain·e·s mineur·e·s concerné·e·s par des décisions d'internement non volontaire, et la mise en œuvre de ceux-ci. J'ai ainsi repéré 26 dossiers de mineur·e·s faisant l'objet d'une intervention de la psychiatrie, dont 14 ont été interné·e·s contre leur gré. Comme ma recherche s'inscrit dans une démarche compréhensive, l'analyse approfondie de ces dossiers me permet d'élaborer plusieurs pistes de réflexion sur les privations de liberté de mineur·e·s en psychiatrie.

Tanja: Auch ich habe gute Erfahrungen mit Oral-History-Interviews, Kontakt mit Aktivist*innen und von Nebenwirkungen des Medikaments Betroffenen gemacht, die bereits historische Recherchen getätigt und ihre Resultate gerne mit

mir geteilt haben. Mit einem Aufruf über soziale Medien habe ich bisher noch gewartet, werde dies aber bald angehen, in der Hoffnung, mehr Interviewpartner*innen zu finden.

Es können auch «Schwesterarchive» konsultiert werden und Texte zur Unternehmungsgeschichte und *business history* hinzugezogen werden, aus denen etwas über den Kontext und die Problematik der Forschung in Erfahrung gebracht werden kann. Vergleiche mit der Geschichte anderer Medikamente (zum Beispiel Nebenwirkungsforschung) können ebenfalls aufschlussreich sein.

Alena: In meinem Fall gäbe es für die Jugendpersonalakten und die Jugendstrafverfahren keine gleichwertigen Alternativen. Akten von Jugendanwaltschaften in anderen Kantonen können nur bis zu einem gewissen Grad als alternative Möglichkeiten angesehen werden, da das vollständig erhaltene Quellenkorpus durch eine umfangreiche Studie und zahlreiche Publikationen des damaligen Jugendanwalts ergänzt wird. Der Jugendanwalt war bei der Einführung des Strafgesetzbuches im Jahr 1942 massgebend an der behördlichen Umstrukturierung der Jugendanwaltschaft in Basel-Stadt beteiligt. Entsprechend prägte er auf der Behördenebene die praktische Umsetzung des Jugendstrafrechts durch seine wissenschaftlichen Ansichten und Forschungserkenntnisse. Die Quellen ermöglichen deshalb nicht nur einen Einblick in die Umsetzung des Strafrechts auf kantonaler Ebene, sondern sie zeigen auch eindrucksvoll, wie sich der Einfluss einer Einzelperson auf das Schicksal von Jugendstraftäter*innen auswirken konnte.

Alexandre: Si vous deviez reprendre votre recherche depuis le début, quelles précautions prendriez-vous en amont de la demande d'accès aux archives? Changeriez-vous également votre focale de recherche?

Wenn Sie Ihre Forschung von vorne beginnen müssten, welche Vorkehrungen würden Sie treffen, bevor Sie Zugang zu den Archiven beantragen? Würden Sie auch Ihre Fragestellung ändern?

Alena: Ich bin rückblickend überzeugt, dass sich der Start in Bezug auf den Quellenzugang im Archiv einfacher gestaltet hätte, wenn ich von Anfang an besser ins Doktorandennetzwerk eingebunden gewesen wäre. Vermutlich hätte man mich als Forscherin anders wahrgenommen, denn die Mitgliedschaft in einem Graduiertenkollegium unterstreicht den wissenschaftlichen Rahmen eines Forschungsvorhabens.

Grundsätzlich ist zu bedenken, dass Archive Gesuche um Unterschreitung von Schutzfristen im Falle von Einzelpersonen vermutlich kritischer beurteilen als bei Universitätsinstituten und Forschungsgremien. Dabei fällt dem Archiv die Aufgabe zu, eine Balance zwischen der Berücksichtigung der wissenschaftlichen

Vielfalt, dem zu gewährleistenden Datenschutz und den verfügbaren Mitteln zu finden. Denn nicht nur das Erschliessen von sensiblen Quellen ist mit grossem Aufwand verbunden, sondern auch der personelle Aufwand für die Überwachung des Benutzers oder der Benutzerin.

Tanja: Wie du würde ich mir zuerst ein starkes Netzwerk von Unterstützer*innen aufbauen und gleich eine offizielle Anfrage an Roche stellen, damit keine wertvolle Zeit verloren geht.

Olivia: Comme mes deux collègues, je chercherais à obtenir du soutien en amont de ma demande d'accès aux archives. Tout d'abord, je solliciterai la collaboration de psychiatres. La recherche pourrait dès lors être considérée comme concernant le champ médical, car la demande d'accès aux archives émanerait d'un·e professionnel·le de la santé et serait donc prise en considération soit par la Commission du secret professionnel, soit par la Commission cantonale d'éthique de la recherche. Deuxièmement, j'inclurais les cantons de Vaud ou du Valais dans mon terrain de recherche, car la Commission d'éthique de la recherche, commune à ces deux cantons, entre en matière pour les recherches en sciences sociales. Or, en Suisse, la décision d'une Commission cantonale d'éthique de la recherche est aussi exécutoire dans les autres cantons.

Alexandre: Auriez-vous renoncé à entreprendre votre recherche sur le thème que vous avez choisi si vous aviez su que l'accès à certains fonds documentaires serait aussi difficile?

Hätten Sie sich gegen eine Forschung zu dem von Ihnen gewählten Thema entschieden, wenn Sie gewusst hätten, dass der Zugang zu bestimmten Archiven so schwierig sein würde?

Alena: Nein, denn ich erachte den Inhalt der Quellenserie aus historischer Sicht als so bedeutend, dass sich der grosse Aufwand gelohnt hat. Zudem ist es richtig, dass das Archiv den Persönlichkeitsschutz zuverlässig gewährleistet. Die Forschungsinteressen im Zusammenhang mit sensiblen Daten stehen dabei in deutlichem Zielkonflikt mit der Aufrechterhaltung des Persönlichkeitsschutzes. Einzig mit der Interessenabwägung von Fall zu Fall kann diesem Problem bis zu einem gewissen Grad begegnet werden.

Olivia: Je n'aurais pas non plus renoncé à entreprendre ma recherche, car le sujet des internements non volontaires de mineur·e·s en psychiatrie est encore peu thématisé en Suisse et à Genève. La politique d'accès aux archives médicales des autorités genevoises n'est pas étrangère à ce manque de thématisation,

puisqu'elle crée souvent des difficultés insurmontables aux chercheur·e·s intéressé·e·s par les pratiques psychiatriques portant sur une période récente, particulièrement lorsque, c'est mon cas, la chercheuse est aussi une personne concernée. Ma double posture – pourtant étayée scientifiquement et approuvée par la Commission d'éthique de ma faculté de rattachement – a en effet été contestée tant par le Pouvoir judiciaire que par le Conseil d'État, qui considèrent qu'une personne ayant été suivie par les organes de la Protection de l'enfance ne peut pas travailler sur des thématiques liées à ce domaine en utilisant ses propres dossiers car il y a conflit d'intérêts. En dépit des recommandations de la Confédération, de la Commission indépendante d'experts Internements administratifs et du FNS d'inclure des personnes concernées dans la recherche, cette implication se limite généralement à recueillir leur témoignage. L'analyse que ces personnes peuvent faire de leur expérience n'est que peu sollicitée et leurs savoirs expérientiels ne sont pas mobilisés. De ce fait, les personnes qui témoignent ne peuvent pas produire elles-mêmes des savoirs sur un sujet les concernant.⁴ La double posture que je revendique, reconnue dans la plupart des pays anglophones où se développent des champs de recherche usagère comme celui des *mad studies* ou des *disability studies*, est visiblement controversée en Suisse. Ma crédibilité de chercheuse semble remise en question en raison de mon appartenance au groupe, historiquement marginalisé, de personnes ayant été placées et/ou internées. Christopher McAll rapporte qu'en psychiatrie notamment, «des savoirs dominants peuvent faire abstraction des savoirs expérientiels».⁵ Parmi les savoirs considérés comme dominants figure le savoir scientifique, lequel, dans le cadre de ma thèse, pourrait notamment être acquis par l'analyse des archives médicales. Le refus d'accès à ces données de recherche empêche l'acquisition d'un savoir scientifique susceptible de confirmer les savoirs expérientiels apportés par les personnes internées avant leur majorité et participe activement à la méconnaissance des internements de mineur·e·s en psychiatrie à Genève. Je souhaite rebondir sur l'attention particulière portée par les Archives d'État concernant la protection des données personnelles sensibles, soulignée par Alena. Si, tout comme ma collègue, je considère en effet que les intérêts de la recherche sont en conflit avec ceux visant à protéger la vie privée et salue la pesée des intérêts au cas par cas effectuée par les archives, je tiens néanmoins à souligner que cette pratique est largement plus contestable lorsqu'elle vise à interdire (ou fortement restreindre) l'accès des personnes concernées nées après 1981 à leur propre dossier, au nom de la protection des données sensibles relatives à des tiers. Dans le cas des enfants placé·e·s, il est évident que les dossiers contiennent des données relatives à des tiers; cet argument a donc pour conséquence d'empêcher la plupart des personnes ayant été placées avant leur majorité d'accéder à leur histoire.

Tanja: Von meiner Seite bin ich mir nicht so sicher. Die Thematik scheint mir zwar sehr wichtig und interessant, aber es wäre einfacher, wenn ich 100 Prozent arbeiten würde. Aufgrund meiner zwei Kinder arbeite ich 70 Prozent und bin schon an meine Grenzen gestossen. Als ich zum 19. Jahrhundert gearbeitet habe, war alles in meiner Kontrolle, jetzt bin ich auf viele Menschen angewiesen und die Forschung geht viel langsamer voran als erhofft. Im Sinne der Debatte über die Prekarität der Anstellungen im Mittelbau rund um *#IchbinHanna* wäre zu überlegen, wie mit der Problematik von schwer zugänglicher Archivlage in Anstellungsverhältnissen (Universität, Stiftungen, SNF) umgegangen werden könnte, und dies nicht nur während einer Pandemie.

Anmerkungen / Notes

- 1 Kanton Basel-Stadt, Staatsarchiv: Datenschutz im Staatsarchiv Basel-Stadt: Schutzfristen, www.staatsarchiv.bs.ch/benutzung/rechtliches/datenschutz.html (9. 1. 2022).
- 2 Alexander Lukas Bieri (Hg.), *Roche in der Welt 1896–2021 – eine globale Geschichte*, Basel 2021.
- 3 Loi fédérale relative à la recherche sur l'être humain (LRH), art. 45 et art. 47.
- 4 Olivia Vernay, «L'ignorance située: un garde-fou pour ne pas (re)produire des injustices épistémiques», in Baptiste Godrie, Marie Dos Santos, Simon Lemaire (éd.), *Lucidités subversives. Dialogues entre savoirs et disciplines sur les injustices épistémiques*, Québec 2021, 365–384, ici 372.
- 5 Christopher McAll, «Des brèches dans le mur: inégalités sociales, sociologie et savoirs d'expérience», *Sociologie et sociétés* 49/1 (2017), 89–117, ici 110.